

**27 mai 2005**

## **L'avenir de l'UFP : anticapitaliste ou social-libéral ?**



L'UFP, tout comme d'ailleurs Option citoyenne, se proclame idéologiquement antinéo-libérale. Première question, théorique : l'antinéo-libéralisme est-il viable ? Deuxième question, pratique : l'UFP est-elle politiquement antinéo-libérale ? L'antinéo-libéralisme serait viable comme théorie politique si elle était cohérente c'est-à-dire si elle n'était pas minée par une contradiction fondamentale qui la jette soit à gauche soit à droite selon la dynamique de la résolution de cette contradiction. Le corollaire pratique de ce constat est que l'antinéo-libéralisme proclamé de l'UFP se résout par l'évolution de sa politique — plate-forme, prises de position conjoncturelles et campagnes, qualité démocratique de la vie interne.

La contradiction qui mine l'antinéo-libéralisme est celle de la sociale-démocratie historique, soit celle entre d'une part une redistribution de la richesse nationale, qui va théoriquement de modéré à radical, et d'autre part l'acceptation du contrôle capitaliste de la production nationale quitte à plus ou moins la réglementer, particulièrement en matière environnementale et de droits individuels et des minorités, le tout enrobé de pacifisme en ce qui concerne les relations internationales. L'antinéo-libéralisme est en effet la réincarnation sociale-démocrate à l'époque du capitalisme des transnationales globales — ces quelques centaines de transnationales particulièrement financières qui opèrent sur tous les continents — alors que la sociale-démocratie historique proprement dite s'est muée en social-libéralisme c'est-à-dire en « néolibéralisme à visage humain » qui domine dorénavant le paysage politique des pays impérialistes sauf pour les États-Unis (ÉU) et quelques-uns de ses alliés. Par effet de miroir, l'antinéo-libéralisme est lui aussi global, ce qui le conduit trop souvent à dénigrer ou sous-estimer les luttes nationales tout en trouvant difficilement le chemin des luttes sociales qui s'enracinent d'abord dans un cadre national.

La presque totalité des partis politiques acceptent dorénavant le cadre du libre-échange réellement existant déterminé par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de ses rejetons continentaux tel l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Seul l'intensité du pillage des pays du Sud et de l'Est, ravivé par l'impérialisme guerrier, a permis depuis presque quinze ans une croissance anémique, mais sans récession, dans l'ensemble des pays impérialistes, pas nécessairement dans chacun d'eux, dont les ÉU ont particulièrement bénéficié, et par ricochet le Canada, grâce à l'absorption des surplus de l'épargne mondiale. Ce pillage qui met à feu et à

sang maints pays non impérialistes tout en faisant reculer drastiquement le niveau de vie de la majorité populaire de la plupart des autres donne les moyens à la fois de financer la machine de guerre étasunienne et, ailleurs, un certain réinvestissement social dans le cadre cependant des privatisations, surtout sous forme de PPP, ce qui a pour effet de créer un champ d'accumulation garantie pour un capital mondial en panne de champs d'investissement.

## **L'antinéolibéralisme se cherche un projet de société et une stratégie**

Les critiques du néolibéralisme, même au sein de la bourgeoisie, admettent qu'il faut des correctifs afin de remédier au creusement des inégalités, de la généralisation de la pauvreté et des guerres, et du dérapage environnemental. Certains se fient à la fuite en avant du progrès technologique et de la hausse de la productivité qui en découle, ne réalisant pas que ce progrès est lui-même un accélérateur des contradictions néolibérales. D'autres, les sociaux-libéraux, ajoutent une dose d'interventionnisme étatique au-delà de la loi et l'ordre pour, d'une part, favoriser la recherche-développement et le progrès technologique et pour, d'autre part, élever le niveau de compétence et de capacité productive de la main d'œuvre de sorte à hausser la capacité concurrentielle de l'économie nationale. Les plus audacieux ajoutent une dose d'aide internationale pour aider les pays retardataires. Ces palliatifs ne font finalement qu'aiguiser la concurrence tant nationale qu'internationale sans en rien corriger les contradictions néolibérales. Comme exemple, on pense à la plupart des pays de l'UE mais aussi à la plupart des nouveaux gouvernements dit de « centre-gauche » de l'Amérique latine.

Viennent ensuite les antinéolibéraux, qui ne détiennent le pouvoir dans aucun pays — à une exception près — pas plus d'ailleurs que les anticapitalistes, aussi à une exception près en Amérique latine. Ce courant dominant dans le mouvement altermondialiste se cherche un projet de société et une stratégie au-delà des rejets de la guerre et de l'occupation, du libre-échange, de la dette du tiers monde et de leurs corollaires. On peut y distinguer une aile modérée qui distille un capitalisme démocratique, y compris une confiance dans une ONU même non réformée, et une aile radicale qui reste ouverte aux conséquences de l'élévation de la conscience à travers les grandes mobilisations mondiales dont elle est l'instigatrice. En attendant, ce vide programmatique et stratégique n'est pas sans conséquence, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes — le sous-continent où les luttes sociales et politiques sont les plus avancées — où de vastes et profondes révoltes populaires n'ont accouché jusqu'ici que de gouvernements sociaux-libéraux.

Ce vide a permis que se consolide dans une grande partie des mouvements sociaux l'idéologie « autonomiste » qui prétend que la « multitude », compris comme un amalgame non coordonné de groupes sociaux d'« exclus » issus de l'éclatement du prolétariat suite à la profonde crise néolibérale dans ce sous-continent, pourrait « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Inutile de dire que ce néo-anarchisme ne s'est pas montré à la hauteur des défis posés par les grandes mobilisations argentine et bolivienne, incapable qu'il fut d'unir les mouvements sociaux et de prendre un pouvoir un moment vacant. Ce néo-anarchisme, théorisation superficielle de l'expérience zapatiste, prétend au développement en marge de communautés autonomes libertaires et égalitaires. Il oublie que la marge, c'est la marge du capitalisme où se combine absence de moyens de production, de savoirs et de ressources naturelles. Il oublie que ces marges sont tout à fait tolérables par le capital comme moyens de contrôle social à bon marché quitte à coopter les quelques expériences réussies.

Le cul-de-sac latino-américain démontre, en creux, que l'effondrement de la mouvance socialiste, corrompue par le stalinisme et ses avatars, est loin d'être surmontée. Les petits partis de gauche y sont, pour la plupart, sectaires quand ils ne se laissent pas séduire par le social-libéralisme. La contradiction se creuse sans cesse entre la colère populaire montante contre les politiques néolibérales et des directions politiques et sociales soit bien intégrées au système soit politiquement désemparées qui, si elles ne s'acharnent pas à arrêter la vague montante à tous les tournants, au mieux ne savent que suivre l'impétueux courant qui, inévitablement, finit par s'étioler en mille ruisselets. Un espoir, cependant, monte à l'horizon : la « révolution bolivarienne » conduite par le président vénézuélien Hugo Chavez, révolution qui commence à se réclamer du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », contribuant ainsi à réhabiliter ce mot trop galvaudé.

### **L'exception bolivarienne : victoire du peuple... à confirmer**

La révolution bolivarienne est d'abord moins une exception qu'une confirmation de cette montante colère populaire qui a réussi à s'imposer à une direction, au départ national-populiste, qu'elle a sans cesse appuyé tant par ses votes que par ses mobilisations dans les moments les plus critiques jusqu'à retourner un coup d'État fomenté par une droite unifiée fortement appuyée par l'impérialisme étasunien. La direction bolivarienne a compris que pour sa propre survie il fallait répondre aux aspirations du peuple travailleur, tant sociales que démocratiques, si elle ne voulait pas confiner sa base sociale à l'armée qui, laissée à elle-même, aurait tôt fait de la désavouer, ce que plusieurs membres du haut commandement ont d'ailleurs fait au moment du coup d'État. La richesse pétrolière du Venezuela, récupérée politiquement grâce à la victoire contre la « grève » patronale-syndicale de la compagnie pétrolière étatique, a fourni les moyens financiers au gouvernement Chavez de lancer une série de « missions » sociales quitte à contourner la bureaucratie étatique et même chaviste.

La trajectoire vénézuélienne s'explique essentiellement par la question du pétrole qui ne fait pas que fournir les moyens financiers du radical réformisme gouvernemental. Celui-ci rend d'abord le gouvernement Chavez relativement autonome par rapport au FMI et aux ÉU. Non seulement n'est-il pas étranglé par la dette, comme le Brésil et l'Argentine, ce que le dispense de faire des choix difficiles, mais aussi les pays impérialistes, surtout les ÉU, ne sauraient se dispenser du pétrole vénézuélien. Pire pour eux, l'enlèvement irakien et la montée en puissance d'une Chine assoiffée de pétrole ont entraîné un prix élevé dont bénéficie la révolution bolivarienne. Par contre, ce même pétrole cher — d'autant plus que c'est de loin la plus importante source en Amérique, la prétendue cour arrière des ÉU — confère au Venezuela une importance stratégique qu'autrement il n'aurait pas, ce qui le met dans la ligne de mire étasunienne. D'où l'acharnement étasunien contre le Venezuela auquel le gouvernement Chavez doit répondre par une politique anti-impérialiste conséquente, à moins de capituler, et par un renforcement de l'adhésion de sa base sociale grâce à ce même pétrole qui lui en donne les moyens.

L'autonomie économique/politique due au pétrole permet au Venezuela de remettre à plus tard de difficiles choix anticapitalistes — par exemple rompre avec le FMI, chasser

les transnationales du pétrole qui en extraient une part de plus en plus importante, prendre le contrôle du commerce extérieur — que les gouvernements de centre-gauche latino-américains devaient faire dès le départ et qu'ils n'ont pas fait. Cette parenthèse, qui pourrait durer un bout de temps grâce à la mobilisation non seulement du peuple vénézuélien mais aussi irakien, ouvre un espace politique qui permet la construction d'un pouvoir populaire à travers la gestion populaire des « missions », la prise en charge par la base du parti bolivarien à travers les « cercles bolivariens » et ses successeurs et, dernièrement, le contrôle ouvrier de certaines entreprises d'État à travers la « co-gestion » expérience qui pourrait s'étendre au secteur privé. S'installe en fait une situation de double pouvoir dont l'affrontement final est à venir et qui dépendra tout autant de la conjoncture nationale qu'internationale.

### **Poser dès maintenant le passage anticapitaliste vers le socialisme**

Ce que démontre ce seul exemple d'antinéolibéralisme étatique au sein du sous-continent où la dynamique sociale vire le plus à gauche c'est que l'application de cette théorie politique n'est pas structurellement viable même si des circonstances exceptionnelles peuvent permettre un réformisme temporaire laissant le temps à un développement anticapitaliste. Mais ce réformisme est aussi possible pour le social-libéralisme, dans le cadre cependant de la privatisation — mais même le gouvernement Chavez privatise l'exploitation pétrolière — grâce à une embellie conjoncturelle qui dure dans les pays impérialistes. C'est ce qui a permis la ré-élection du gouvernement Blair pour un troisième terme malgré le fiasco irakien. Paradoxalement, il y a assez de diversité en ce monde pour qu'à la fois quelques nations impérialistes, dont le Canada, qui n'ont pas ou peu à assumer de plein fouet le « fardeau de l'homme blanc », et un des peuples les plus combatifs, depuis le « caracazo » antinéolibéral de 1989 et jouissant par hasard en abondance d'une ressource naturelle indispensable au bon fonctionnement du capitalisme néolibéral, puissent tirer temporairement leur épingle du jeu.

Les échecs crève-cœur des gouvernements latino-américains de centre gauche — et à contrario, la marche forcenée vers le néolibéralisme « anglo-saxon » des partis sociaux-libéraux au pouvoir en UE continentale pour rattraper leur prétendu retard — démontrent la nécessité de construire dès maintenant des partis anticapitalistes de masse. Il ne s'agit pas seulement d'être prêts à prendre le pouvoir et d'immédiatement faire les ruptures nécessaires avec l'impérialisme et les transnationales, autochtones et étrangères, mais surtout de proposer tout de suite et hardiment un projet de société et une stratégie d'unité populaire pour conquérir le pouvoir par la rue que celui-ci soit consacré ou non par les urnes. Cette rupture anticapitaliste, et par le fait même anti-impérialiste, Cuba l'a faite et surtout maintenue. L'alliance stratégique Cuba-Venezuela n'est donc pas un hasard : elle indique où veut aller la révolution bolivarienne. (Par contre l'approbation des politiques du gouvernement brésilien par la direction chaviste, qu'il faut distinguer de l'alliance d'État à État, indique ses atermoiements.)

La différence essentielle entre l'antinéolibéralisme et l'anticapitalisme c'est la rupture politique, et à terme ses conséquences économiques et politiques, avec le capitalisme

néolibéral. Si l'antinéolibéralisme conséquent peut rompre idéologiquement, d'où sa propension à faire des déclarations de principe aux dépens des plate-forme ou programmes et plans d'action, il est incapable de rompre politiquement sauf à y tendre dans le meilleur des cas, tel celui du Venezuela et de « l'appel des mouvements sociaux » issu du Forum social mondial. Ceci dit, anticapitalisme n'est pas socialisme comme le montrent les très sérieux problèmes démocratiques cubains — ce qui ne signifie en rien soutenir politiquement la dissidence cubaine et encore moins celle pro-étasunienne chouchoutée par les médias néolibéraux — qui, malheureusement, permettent trop facilement de faire diversion pour cacher la profonde corruption par l'Argent néolibéral de l'étroite démocratie bourgeoise.

Il y a aussi une fourche sur le chemin de l'anticapitalisme au socialisme : prendre la mauvaise mène à cette caricature macabre qu'est la Corée du Nord ou celle qu'a été le régime polpotien, l'antichambre de la contre-révolution capitaliste. Coïncée entre l'impossibilité du « socialisme dans un seul pays » et l'encerclement impérialiste, la transition anticapitaliste peut durer un certain temps. Toutefois, plus elle dure, plus les probabilités de sclérose et, à terme, de régression vers les formes les plus dures de capitalisme néolibéral sont grandes. La zone de l'ex-URSS et la Chine en sont des exemples patents même si l'évolution de chaque pays est suivie de près. Jusqu'ici la direction cubaine, dont le noyau dirigeant est issu d'une remarquable révolution anti-impérialiste puis socialiste, a su en grande partie éviter les conséquences de la stagnation malgré des conditions très difficiles mais non sans compromissions tant économiques que politiques. Cependant, ce noyau vieillissant est mortel et ne saurait de toute façon se substituer au surgissement démocratique indispensable pour préparer le passage au socialisme.

### **Au Nord, le peuple travailleur va à gauche... mais ses directions à droite**

Dans nos pays impérialistes n'existe pas une telle brèche vers l'anticapitalisme comme au Venezuela et, dans une moindre mesure, dans plusieurs pays d'Amérique du Sud particulièrement en Bolivie ces derniers temps. Toutefois, le mur néolibéral s'y lézarde, spécialement en UE où l'enjeu constitutionnel, et peut-être les déboires électorales de la social-démocratie allemande, pourrait marquer un point d'inflexion vers une contre-offensive antinéolibérale victorieuse située au départ directement dans le champ politique. Les craques dans le mur sont certes moins nombreuses en Amérique du Nord impérialiste mais elles existent, spécialement au Québec que le mouvement syndical nord-américain a choisi, parce que législation et combativité ouvrière y sont relativement développées, pour tenter de briser l'antisindicalisme de la plus importante transnationale au monde, Wall-Mart.

Pour l'instant, la compromission des directions du mouvement anti-guerre et anti-néolibéral étasunien avec le Parti Démocrate, qui a ouvert la voie au « retour de l'Empire » démoralise et paralyse tous les mouvements sociaux au point de provoquer un risque de scission par le haut dans un mouvement syndical unifié mais de plus en plus affaibli et désorienté. Pourtant, comme en Amérique latine — toute chose était égale par ailleurs — la colère gronde. Les sondages montrent l'impopularité

grandissante de l'occupation de l'Iraq. Le Congrès, républicains dit modérés compris, toujours très sensible aux humeurs populaires à cause d'un terme électoral de deux ans, bloquent de plus en plus les initiatives de la Présidence, tel la contre-réforme du régime des pensions publiques et la nomination de juges réactionnaires.

Au Canada, l'incapacité des Conservateurs, épaulés par le Bloc québécois, à capitaliser sur les déboires des Libéraux, empêtrés dans la scandale des commandites, montre aussi une résistance populaire passive aux politiques néolibérales et plus encore au conservatisme moral. Cependant, les principales directions populaires, politiques et sociales, non seulement se montrent-elles incapables de traduire cette brise de gauche à la base mais, pire, elles évoluent à droite. Le Conseil du travail du Canada (CTC) accepte dorénavant officiellement le cadre de l'ALÉNA et est devenu politiquement silencieux pendant que le Nouveau parti démocratique (NPD), qui bénéficie électoralement de la désaffection envers les Libéraux, enfourche au fédéral la thématique anti-séparatiste tout en souscrivant à la doctrine budgétaire néolibérale du déficit zéro et du remboursement de la dette en retour du plat de lentilles budgétaire offert par les Libéraux. Lors de la récente élection britanico-colombienne, le NPD a accepté l'état de fait des contre-réformes Campbell et a en plus offert de travailler en partenariat avec la bourgeoisie régionale.

Le Québec n'échappe pas à cette contradiction entre virage à gauche du peuple travailleur et tournant à droite des principales directions populaires. Jamais grève étudiante n'avait connue une participation aussi massive alors que les principales directions étudiantes, fortement conseillées par les directions syndicales, se dépêchaient à faire un compromis avec le gouvernement Charest. Pourtant, il aurait été tout à fait possible d'appeler à une grève générale d'au moins le secteur de l'éducation, si ce n'est avec la fonction publique. Quant aux directions syndicales de ces secteurs, sans convention collective depuis presque deux ou trois ans, elles ont laissé passer le train avant d'enclencher des grèves d'une journée ou d'une demi-journée souvent au grand dam de leur base prête à une grève illimitée même si c'était souvent dans un esprit corporatif.

Pour combler la mesure, pendant que la CSN ne parle plus de « grève sociale », thème complètement absent de son dernier congrès, les directions des grandes centrales ont brisé l'unité du Front commun entre la CSN/FTQ d'un côté et la CSQ/SFPQ/SPGQ de l'autre. Heureusement, si l'on peut dire, l'intransigeance du gouvernement Charest qui ne semble pas vouloir profiter du corporatisme combatif des syndicats voulant régler au printemps en faisant les concessions nécessaires, pourrait aider involontairement à reconstituer le Front commun en vue d'un automne chaud. Ce bris du front commun est lui-même une conséquence de l'acceptation du maraudage forcé du secteur de la santé et de la désyndicalisation des femmes à la maison membres des Centres de la petite enfance et responsables de familles d'accueil, alors que les bases syndicales étaient prêtes, au début de 2004, pour au moins une grève générale de 24 heures, possiblement reconductible et votée dans les trois plus importantes centrales.

La situation n'est guère plus reluisante du côté des mouvements populaires, très divisés sauf pour celui sur le logement mais qui s'est laissé embourbé dans une logique de

réformettes, à la marge et souvent ambiguës, soutenues par le lobbying et les mini-manifs. Quant au mouvement des femmes, même si la mobilisation mondiale pour la Charte mondiale des femmes est exemplaire, la portée soit très générale des revendications mondiales soit très pointues des revendications québécoises le situe hors champ. Rien de comparable à la portée mobilisatrice de demande de hausse du salaire minimum à 8.50\$ de la Marche de l'an 2000. Le mouvement internationaliste reste charpenté par Alternatives qui n'a jamais enclenché au Québec la moindre campagne, en particulier la plus importante campagne du mouvement altermondialiste soit celle pour l'annulation de la dette du tiers monde.

Le potentiel mobilisateur du mouvement environnementaliste, comme en témoigne la mobilisation réussie contre la centrale thermique du Suroît — même si à terme l'éolien fait le jeu des PPP — qui pourrait être le tendon d'Achille de la bourgeoisie québécoise s'il était poussé à bout est pour l'instant neutralisé par le prétendu virage « développement durable » du gouvernement Charest. Pendant que celui-ci divise et fait hésiter le mouvement environnemental en paraissant acquiescer aux principales recommandations du rapport Coulombe, en particulier la réduction de la coupe en forêt résineuse, et en déclarant vouloir déposer une loi pour protéger les milieux humides, le gouvernement Libéral laisse tomber le transport public — donc l'essentiel de l'apport québécois à l'accord de Kyoto — au profit des autoroutes et ponts routiers, en mode PPP, tout en mettant de l'avant une politique d'exportation énergétique basé sur l'hydroélectricité et l'éolien, aussi en mode PPP, au lieu de donner la priorité à l'efficacité énergétique dans le cadre d'une politique de demande strictement nationale et non énergivore.

### **L'UFP : tournant social-libéral puis inflexion à gauche**

Cette contradiction peuple travailleur versus directions des mouvements sociaux n'est nullement atténuée par la dynamique de formation du nouveau parti de gauche entre Option citoyenne (OC) et l'Union des forces progressistes (UFP) prévue pour janvier 2006. Cette fusion se fera sans aucune plate-forme, même minimale, mais seulement sur la base de « principes directeurs », l'UFP étant la seule composante à renoncer à sa plate-forme élaborée sur la base d'un processus de démocratie participative. De plus, le processus de fusion se fait exclusivement par le haut, les bases se contentant d'approuver après coup les textes conjoints. C'est là un autre pas en arrière par rapport au processus de fusion basé sur le processus de démocratie participative qui a donné naissance à l'UFP en 2001-2002. On reconnaît là une dynamique de régression de l'antinéolibéralisme radical à l'antinéolibéralisme modéré qui à terme mène au social-libéralisme alors que la dynamique de fondation de l'UFP menait à l'anticapitalisme.

Cette régression programmatique explique et en même temps renforce la marginalisation de l'aspect « parti de la rue » par rapport au « parti des urnes » dans l'évolution récente de l'UFP, marginalisation présente dès le départ chez OC qui, en plus, n'a pas encore opté pour l'indépendance. Cette régression s'est faite en restreignant la définition du parti de la rue à une affaire d'appui mécanique aux luttes sociales et de présence aux manifestations. Était évacué toute idée de proposition

programmatische et de plan d'action à partir de comités sectoriels qui permettent aux membres de participer aux luttes sociales non seulement à titre individuel mais surtout comme groupe partidaire. Heureusement, la présence d'une gauche critique au sein de l'UFP, même faible et passablement désunie, combinée à une reprise des luttes sociales grâce à la lutte étudiante, d'autant plus que la jeunesse étudiante de l'UFP s'était organisée en « UFP-Campus », a permis très récemment une inflexion à gauche.

Reste que cette inflexion est plus pour l'instant une affaire des comités régionaux et sectoriel (UFP-Campus) qu'une priorité du Comité d'exécutif national qui ne propose, pour discuter des campagnes au prochain Conseil de l'Union, qu'une petite demi-heure sur deux jours. On note aussi, à cause de la dispersion de la gauche critique de l'UFP et aussi faute de direction centrale, une certaine cacophonie dans les thématiques retenues. Les régions de Montréal et de Québec privilégient comme orientation la défense des services publics mais ne retiennent pas la deuxième partie du thème voté soit « Agissons maintenant, descendons dans la rue ». On le comprend, ce sous-thème prêtant à confusion si on le défend littéralement. L'Outaouais a préféré s'en tenir à la campagne votée au CU de septembre 2004 sur la grève générale en l'enrichissant d'un slogan, soit « Une grève générale à l'automne, c'est possible ! » Tous ceux-là sont d'accord avec le sous-thème des États généraux. Quant à l'UFP-Campus, elle privilégie la question de la gratuite scolaire, soit une revendication générale applicable à l'éducation. Quant à la campagne sur l'Assemblée constituante proposée en septembre, personne ne l'a reprise, même pas le Conseil exécutif national qui l'avait pourtant proposée.

Quand on y réfléchit bien, cette apparente cacophonie pourrait s'arranger en une symphonie tellement les thématiques sont complémentaires. Une campagne politique a besoin d'être enracinée dans les luttes sociales prioritaires. Faut-il encore douter que l'enjeu d'un affrontement automnal dans le secteur public, au pire dans la santé et les services sociaux, est cette priorité. Les campagnes de l'UFP sont donc dans le jus malgré leur discordance. Quelle est l'orientation politique générale de cet affrontement sinon « pour la défense des services publics et des droits sociaux » ? Du côté étudiant, cela signifie certainement tendre vers la gratuité scolaire, la revendication précise dépendant de l'état des forces et du débat démocratique. Quel est le plan d'action à proposer qui soit capable d'arrêter l'offensive néolibérale sinon la grève générale dont le slogan « Une grève générale à l'automne, c'est possible ! » permet de faire le débat sans rien imposer ? Ce n'est pas là regarder dans le rétroviseur mais de regarder juste en avant de soi. Finalement, dans quel cadre ces débats peuvent-ils se faire démocratiquement de sorte à surmonter les réticences et les blocages des directions syndicales et autres sinon des États généraux des mouvements sociaux précédés d'États sectoriels et régionaux ?

Reste à s'organiser pour faire cette campagne. S'impose la mise sur pied réelle et fonctionnelle du comité syndical/populaire voté en septembre 2004 ce qui suppose que ce comité devienne enfin une priorité du Comité exécutif national au lieu de l'abandonner à la bonne volonté des militants et militantes à la base. En autant qu'il fonctionne, ce comité pourrait être reproduit régionalement et sectoriellement, ce qui a commencé à se faire sans attendre, tout en étant ouvert aux non-membres et

fonctionnés en toute autonomie. Au fur et à mesure du développement de la campagne, il serait possible de commencer à tester quelques revendications rassembleuses, précises, concrètes et irrécupérables du genre qu'a été la populaire revendication de la Marche des femmes de l'an 2000 pour un salaire minimum à 8.50\$, revendication trop vite abandonnée au premier obstacle.

Comme revendications rassembleuses, on pense en particulier au refus des privatisations, dont les PPP, et des baisses d'impôt mais aussi à un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux financé par une profonde réforme fiscale. Doit-on accepter que les gouvernements fédéral et québécois dépensent 20 milliards \$ de moins au Québec, en proportion de la production nationale, qu'en 1993 ? Un barème plancher de 1,000\$ par mois, que les gens âgés pauvres reçoivent déjà, n'est-il pas nécessaire pour ne pas crever ? Les compagnies, qui n'ont jamais tant fait de profits, n'ont-elles pas les moyens de payer un salaire minimum de 12.00\$ l'heure indexé ? Ne faut-il pas interdire aux entreprises rentables de fermer leurs succursales et faire des congédiements massifs, de constituer un fonds d'indemnisation pour compenser les fermetures des compagnies en faillite ? Sauver la planète de la guerre et de la pollution ne vaut-il pas un tournant à 180 degrés interdisant autoroutes et ponts routiers en faveur du transport public et de l'efficacité énergétique ?

### **Un pôle anticapitaliste et indépendantiste**

Pour que la récente inflexion de gauche devienne un tournant anticapitaliste, il importe que les anticapitalistes travaillent de concert dans un pôle ou une coordination anticapitaliste. Leur objectif serait de transformer l'UFP en parti de la rue — c'est-à-dire en parti de lutte pour les intérêts immédiats du peuple travailleur dans la perspective qu'il prenne le pouvoir — en concrétisant par une plate-forme d'urgence sociale et une stratégie d'unité populaire combative la rupture avec les trois partis néolibéraux qui a présidé à la fondation de l'UFP de même que son parti pris pour un fonctionnement interne de démocratie participative garant de dérive charismatique et de dégénérescence bureaucratique. La campagne pour une possible grève générale à l'automne décidée par des États généraux afin de défendre les services publics et les droits sociaux est le moyen immédiat de cette politique.

Manque cependant à cette campagne une dimension stratégique, soit l'indépendance que supposait la campagne avortée pour une Assemblée constituante. La lutte historique du peuple québécois contre l'oppression coloniale puis fédéraliste est inachevée. Depuis la dite « révolution tranquille », cette lutte est revenue en force dans la conscience populaire après un hiatus de plus d'un siècle — depuis 1837-38 — malgré de brefs et intenses surgissements de temps à autre. Cette lutte se cristallise désormais dans la revendication de l'indépendance nationale même si cette revendication n'est pas encore complètement aboutie chez une partie du peuple québécois. Le refus de la reconnaissance nationale du Québec n'est pas conjoncturel mais historique : il est marqué du fer rouge de la conquête et de la construction d'une nation canadienne par la négation des nations aborigènes, métis, acadienne et québécoise. L'unité combative du peuple québécois pour chasser du pouvoir les partis

néolibéraux et fédéralistes — avec et sans trait d'union — passe par le goulot d'étranglement de l'indépendance nationale dont le passage est bloqué par le bloc nationaliste PQ/Bloc/directions syndicales.

La stratégie étagée du référendum convient au bloc nationaliste car elle permet à la fois d'évacuer la lutte antinéolibérale à la soi-disante étape suivante, au nom de l'unité nationale, et de masquer son néo-fédéralisme car cette stratégie mène à un cul-de-sac. D'une part, le fédéral refuse tout trait d'union, refus qui va sans cesse en se renforçant. D'autre part, pour forcer le blocage et la menace fédéraliste — le « grand trou noir » jadis évoqué par l'actuel premier ministre du Québec quand il était co-responsable de la campagne du « non » — il faudrait mobiliser d'autres dimensions que celle de l'oppression nationale. En effet, plus le fédéral fait monter les enchères — rien de plus normal car c'est la base territoriale de la bourgeoisie canadienne qui est en jeu — plus la mobilisation du peuple québécois doit être large et profonde. On n'y arrivera pas en proposant au peuple québécois un Québec qui soit un « petit Canada » pareillement néolibéral.

Il faut donc conjuguer lutte antinéolibérale et lutte pour l'indépendance dans un « projet de société » dont une Assemblée constituante serait en mesure de tracer les grandes lignes. Deux pièges se dressent cependant sur le chemin de cette unité stratégique de ces deux combats fondamentaux du peuple québécois. La première est de tout subordonner à la lutte nationale comme le font les « purzédurs » et ainsi réduire le blocage de la lutte pour l'indépendance à un problème de tactique référendum versus élection référendaire et tous ses corollaires, ce qui engendre un débat stérile qui ne résout pas le cul-de-sac référendaire. Le ralliement des nationalistes de gauche au PQ, à travers SPQ-libre, les rend prisonniers de ce cul-de-sac tout en contribuant à entretenir le mythe social-démocrate du PQ malgré ces durs politiques néolibérales quant il était au pouvoir, ceci dès le début de l'ère néolibérale quand en 1982, sous la gouverne Lévesque-Parizeau, il coupait de 20% les salaires des employés de l'État, tout autant qu'avec la politique du « déficit zéro » sous la gouverne Bouchard-Landry.

Le miroir inversé de cette position est de réduire la lutte nationale à un moyen de la lutte sociale comme le font tant OC que l'UFP. L'UFP pense que c'est plutôt un bon moyen pendant qu'OC n'en est pas encore certaine y voyant non seulement une division de la gauche québécoise mais aussi de la gauche canadienne comme si l'unité de la gauche pouvait se faire sur la base de l'oppression nationale. Qui accepterait, par exemple, de subordonner la lutte de libération des femmes à la lutte antinéolibérale pour ne pas diviser le peuple travailleur ? L'erreur, de part et d'autre, est de ne pas (pleinement) comprendre que la lutte contre l'oppression nationale est non seulement une lutte autonome et nécessaire en soi mais surtout de ne pas en réaliser le caractère stratégique, ce que n'ont pas d'autres questions sociales, en soi tout aussi cruciales. Tant que la nation québécoise ne sera pas reconnue internationalement, ce qui est historiquement impossible dans le cadre de l'État canadien, elle n'est pas en mesure, socialement, légalement, psychologiquement, de pleinement contribuer, par exemple, aux luttes écologistes et féministes. Par analogie, pensons à une femme progressiste mais réprimée, ce qui restreint sa capacité de s'exprimer et d'agir.

En ce moment, tant la lutte antinéolibérale, que ce soit dans ces aspects syndicaux, populaires, féministes, écologistes, étudiants que la lutte nationale ne sont pas assez développées afin de s'unifier pour ainsi dire « naturellement ». Il n'en fut pas toujours ainsi. À l'époque fondatrice du réveil du peuple québécois après la « grande noirceur », soit environ de 1960 à 1976, ces deux questions étaient intimement liées. Le mouvement syndical se concevait, à juste titre, comme œuvrant autant à la libération sociale que nationale tandis que le RIN puis le PQ voulaient nous faire croire — hélas, les faiblesses de la gauche politique d'alors ont permis que le PQ y réussisse — qu'ils portaient dans le champ politique autant l'indépendance que la justice sociale (même le gouvernement Trudeau prônait la *Just Society*). Un moment, dans la période pré-référendaire et référendaire de 1995, la connexion s'est presque refaite autour des « commissions nationales sur l'avenir du Québec » et parce que le débat référendaire avait l'allure d'une lutte de classes comme l'avait fait remarqué une analyste de La Presse. Avant et ensuite, le néolibéralisme péquiste a puissamment contribué à déconnecter les deux questions.

Une campagne propagandiste sur l'Assemblée constituante, dont le contenu est à élaborer, préparerait le terrain quand le développement de la lutte sociale permettrait de faire une jonction entre la question sociale et la question nationale. D'ailleurs, la perspective d'une élection quasi-référendaire québécoise en 2007 nous y invite. Plus près encore, la prochaine élection fédérale, dont la question nationale québécoise en sera encore une fois la question centrale non avouée, pourrait être l'occasion de lancer la campagne pour l'Assemblée constituante au lieu d'encore une fois se déchirer sur le vote tactique, typique caractéristique de l'électorisme. Comment d'ailleurs admettre un vote pour le NPD ou le Bloc après l'alliance « anti-séparatiste » du premier avec les Libéraux des commandites et de la transfuge ultralibérale promue au comité des priorités, et celle tactique du Bloc avec les Conservateurs tout autant ultra et dont le jupon qui dépasse est notoirement chauvin, sexiste, homophobe et xénophobe. Vaudrait mieux s'entendre avec la gauche politique canadienne-anglaise, dont deux des branches ou alliés québécois sont d'ailleurs des entités politiques de l'UFP, pour présenter quelques candidatures symboliques à travers le Canada sur un programme minimale d'urgence sociale et d'appui à l'indépendance du Québec.

Il y a donc nécessité de deux campagnes distinctes dans l'espoir de les réunir dans la mesure où luttes sociales et nationale se développeront tout en se combinant. Pour l'instant, la dynamique appartient à la lutte sociale, la lutte nationale s'étant empêtrée dans la jésuitique péquiste malgré la crise fédéraliste qui, mécaniquement, accroît la popularité de la cause indépendantiste. La priorité doit donc être la mise sur pied de la campagne pour les services publics et les droits sociaux sur la base de la possibilité d'une grève générale à l'automne encadrée par des états généraux.

Telles sont les tâches de l'UFP dans la prochaine période, et à défaut celles d'un pôle ou d'une coordination anticapitaliste.

**Marc Bonhomme, 27 mai 2005**